

## Entretien avec la revue *Rébellion*, n° 57, février 2013

**Georges Corm, est économiste de profession, spécialiste du Moyen-Orient et de la Méditerranée, consultant auprès d'organismes internationaux et d'institutions financières. Il a été ministre des finances du Liban durant les années 1999 – 2000**

**Depuis 2001, il est professeur à l'Université Saint Joseph de Beyrouth où il enseigne les « politiques publiques dans le monde arabe » et la « coopération économique internationale », ainsi que « la pensée politique arabe contemporaine » et la « dynamique des conflits au Moyen-Orient », dans le cursus de sciences politiques.**

**R/ Le Liban est une nation à la destinée particulière. Comment expliquer qu'un pays composé de communautés aussi différentes et qui se sont combattus violemment dans le passé, reste pourtant unies ?**

*Georges Corm : Les communautés ont vécu des siècles en interpénétration paisible. Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que les notables civils et religieux se sont laissés prendre dans les redoutables filets de la compétition coloniale en Méditerranée, notamment entre la France et l'Angleterre. N'oublions pas non plus le prétexte invoqué par les puissances européennes en Orient de protéger les communautés religieuses et ethniques pour s'immiscer dans les affaires de l'Empire ottoman et se créer des zones d'influence politique et culturelle. L'Etat libanais moderne est donc né en 1840 comme un Etat tampon entre ces ambitions rivales. Mais si les dirigeants communautaires ont avantage à cette situation, les Libanais de différentes confessions vivent fort bien leur mixité, malgré les différents des chefs qui prétendent parler en leur nom et leur imposer des spécificités anthropologiques et des opinions standardisées.*

**R/ Les clivages dans la société libanaise ne sont-ils pas plus importants dans le domaine social que religieux ? D'où viennent les immenses injustices qui séparent une minorité richissime de la majorité de la population ?**

*G.C/ ous avons deux types principaux de clivages, l'un politique et l'autre social. Le clivage politique provient des positions vis à vis de la géopolitique régionale et du jeu des puissances. Le pays est divisé sur ce plan en deux blocs qui sont d'ailleurs transcommunautaires. L'un aveuglement pro-occidental et l'autre anti-impérialiste et anti-sioniste. Le clivage social depuis l'indépendance provient d'un dépérissement continu du monde rural, cependant que les activités modernes sont fortement concentrées à Beyrouth et sur les secteurs de l'immobilier de luxe, de la banque et du tourisme. L'économie du pays ne fournit donc pas assez d'opportunités d'emploi pour les Libanais qui doivent s'expatrier. Il y a une petite économie follement riche de type Monte Carlo d'un côté et de l'autre une forte misère ailleurs dans le pays.*

**R/ Le poids de la dette et la faiblesse économique du Liban rendent-ils le pays dépendant des instances internationales voire de certains pays étrangers ?**

*G.C/L'Etat libanais est de plus en plus aux mains de quelques notabilités politiques et communautaires qui l'ont mis en coupe réglée, ainsi que des lobby économiques et financiers. Toutefois, le système bancaire qui dispose d'importantes liquidités trouve intérêt à financer le Trésor public. Aussi, la dépendance sur les organismes de financement*

*internationaux ou certains Etats développés est-il beaucoup moindre que dans d'autres pays, notamment la Grèce. Toutefois, la gestion du bloc de Rafic Hariri visait à mettre le pays sous la coupe des organismes internationaux de financement, pour agrandir son emprise sur l'économie et profiter de privatisations. Entre 1998 et 2000, sous le gouvernement auquel j'ai appartenu et dont le but était de rompre avec le « haririsme-chiraquisme », nous n'avons pas eu spécialement recours aux financements de ces organismes. Depuis 2008, avec des gouvernements d'union nationale ou formé par l'opposition, la situation financière du pays a été gérée sans recours massif aux financements publics extérieurs.*

**R / L'attentat du 19 octobre 2012 en plein Beyrouth contre le général Wissam Al-Hassan a rappelé au Liban qu'il était au coeur des conflits qui touchent le Proche-Orient. Cet acte est-il un signal d'une escalade dans le pays ?**

*G.C/ C'est évidemment un acte visant à la déstabilisation du pays. Un assassinat qui est du ressort d'une guerre des différents secrets étrangers qui sévissent au Liban. Il n'a pu être accompli - comme pour les autres différents assassinats commis depuis 2005- que par des complicités des proches des victimes. Mais l'armée libanaise continue d'être une gardienne efficace de la stabilité du pays.*

**R/ Les chrétiens libanais sont divisés. Que sépare vraiment les partisans du Bloc du 14 mars (Phalanges et Forces libanaises) de ceux du Courant patriotique Libre du Général Aoun ?**

*G.C/ Ce qui les sépare est très profond et remonte aux évènements dramatiques des années 1988-1990, lorsque Michel Aoun- qui était alors général en chef de ce qui restait encore d'armée libanaise à cette époque - a voulu liquider l'influence si néfaste des milices libanaises, en commençant par s'attaquer à celle des Forces libanaises devenue hégémonique dans les zones chrétiennes du pays. Il y a donc un vieux contentieux auquel s'est ajouté, l'orientation actuelle du parti des Forces libanaises, aveuglement pro-occidental, dans le giron de l'Arabie saoudite et de la famille Hariri qui reste encore puissante. A l'inverse, le général Aoun depuis son retour d'exil en France en 2005, n'a pas cessé de dénoncer la gabegie que le règne de Rafic Hariri a entraînée, dont une dette publique très élevée et une reconstruction ratée (puisque la population ne dispose même pas d'une alimentation en électricité et eau potable de façon continue). Une fois l'armée syrienne retirée du Liban, fidèle à son opinion de toujours, le général Aoun a établi de bonnes relations avec le régime syrien, mais a aussi établi une alliance solide avec le Hezbollah qu'il considère comme un mouvement de résistance légitime face à Israël qui a imposé tant de violences au Liban et à même occupé sa capitale en 1982, en sus d'une large bande de territoire au sud du pays entre 1978 et 2000. Cette alliance a permis au pays de bien supporter la très violente agression d'Israël contre le Liban durant 33 jours au cours de l'été 2006 pour tenter d'éradiquer le Hezbollah.*

**R/ Le Hezbollah est devenu une force politique incontournable au Liban. Qu'incarne-t-il dans l'esprit des libanais ? Quelle est votre opinion sur son évolution ?**

*G.C/ Pour tous les Libanais qui ont pris conscience que le Liban, de par sa diversité religieuse, est considéré par Israël comme un ennemi existentiel, en raison même de l'exclusivisme à base d'appartenance religieuse que pratique cet Etat, la capacité militaire acquise par le Hezbollah est un atout dissuasif face à la toute puissance de l'armée israélienne. De plus, en dépit de son référent religieux, ce parti catalyse autour de lui, au Liban et dans le monde arabe, de nombreuses forces laïques qui sont dans une mouvance anti-américaine anti-impérialiste et anti-sioniste. Le parti depuis plus deux décennies s'est beaucoup libanisé, même s'il continue d'affirmer sa reconnaissance à l'Iran et à la Syrie à qui il doit ses armements. Il participe activement à la vie politique, sociale et intellectuelle du pays et se montre ouvert au dialogue.*

R/ Pensez-vous que le conflit syrien puisse « déborder » au Liban ? De même, les attaques d'Israël contre le peuple palestinien peuvent-elles amener à une réaction de la résistance libanaise ?

*G.C/ Le conflit syrien a déjà débordé au Liban. En dépit de la position officielle du gouvernement libanais de stricte neutralité dans ce conflit, les zones frontalières du Liban avec la Syrie sont utilisées pour faire passer armes et combattants en Syrie. Les partis libanais pro-occidentaux et dans l'orbite saoudienne voudraient que l'Etat libanais fasse plus pour aider les rebelles et les armer. Quant à Gaza, il n'y a pas à prévoir d'intervention du Hezbollah. Cela avait déjà été le cas lors de l'attaque très meurtrière en décembre 2008 de l'armée israélienne contre ce territoire palestinien misérable et sous blocus depuis 2007. Le Hezbollah n'avait pas bougé à ce moment, pas plus qu'il n'a bougé lors de la dernière attaque du mois de novembre de cette année. Maintenant, si la situation dans la région devait dégénérer en une guerre généralisée, la situation serait différente.*

R/ Les interventions « humanitaires » sont de retour pour remplacer la « guerre contre le terrorisme » comme justification aux agressions de l'Occident. Est-ce une expression de cette « myopie occidentale » à l'endroit de l'Orient que vous analysez dans vos travaux ?

*G.C/ Oui, en un certain sens. Mais les stratèges occidentaux ne le voient pas ainsi. Ils considèrent qu'ils défendent les intérêts de l'Occident incarné dans l'alliance militaire qu'est l'OTAN. Ces intérêts sur le fond se résument à deux objectifs complémentaires pour ce qui est du Moyen-Orient: (1) empêcher l'Iran de continuer de développer des capacités d'enrichissement de l'uranium et liquider le régime syrien qui n'a pas voulu se désister de son alliance étroite avec l'Iran et obtenir le désarmement du Hezbollah;(2) protéger l'Etat d'Israël et lui permettre de continuer la colonisation de tout le territoire palestinien. Bien sûr, on peut y ajouter le désir de contrôler toujours plus cette région hautement stratégique sur le plan géographique et qui contient de grandes richesses énergétiques et donc d'empêcher une renaissance des sociétés arabes qui ranimerait la flamme nationaliste et anti-*

*impérialiste laïque comme dans les années 50 et 60 lors du cycle révolutionnaire déclenché par le charisme de Nasser et l'idéologie du parti Baas ou celui du Mouvement des nationalistes arabes.*

R/ Malgré une langue et une culture communes, le monde arabe fut incapable de s'unifier depuis les années 1950. Devant la faillite du modèle libéral mondialisé et face au danger du « grand bond en arrière » fondamentaliste islamique, un néo-nationalisme arabe est-il possible comme alternative ?

*G.C/ C'est bien ce à quoi il faut s'atteler et ce que font déjà certains. Malheureusement, le désir chez beaucoup d'intellectuels de concilier l'arabité laïque, basée sur la langue et l'histoire commune, avec l'idéologie du panislamisme ou des nationalismes locaux à référent religieux massif, continue de handicaper un renouveau de la pensée nationaliste profane. Mais, je pense que désormais après les événements d'Egypte et de Tunisie et la main mise des mouvances islamiques et de leurs protecteurs occidentaux ou de la péninsule Arabique sur les deux révolutions égyptienne et tunisienne, une dynamique de confrontation s'est mise en route qui pourra être salutaire et éclaircir les enjeux.*

R/ Vous aviez remarqué que le pétro-dollar avait fini par vaincre les courants révolutionnaires de « gauche » dans le monde arabe à la fin des années 1970. Que reste-t-il de ces combats ? On remarque que certaines tendances de « lutte des classes » étaient présentes à l'origine du « printemps arabe ». Peut-on en évaluer l'ampleur ?

*G.C/Non, je ne pense pas qu'il y a eu dans le nouveau cycle révolutionnaire ouvert en décembre 2010 des tendances à la lutte des classes. Ceux qui ont manifesté étaient de toutes les classes sociales et de toutes les tranches d'âge. Le mouvement grandiose des manifestations débuté en Tunisie puis en Egypte, mais qui se sont étendues du Sultanat d' Oman à la Mauritanie, était un retour à une conscience collective arabe, réclamant la dignité sociale, la liberté et la dignité politique vis-à-vis des appareils de pouvoir locaux, comme vis-à-vis de l'étranger. Pour contrer le mouvement, la même alliance réactionnaire s'est mise en place que du temps de la vague nationaliste panarabe des années 50-70, à savoir l'alliance entre les mouvances islamiques (Frères musulmans ou salafistes), leurs financiers des pétromonarchies et les « démocraties » occidentales. Du fait de la déroute des armées égyptiennes et syrienne en 1967 face à Israël et du très rapide enrichissement des royautes et émirats exportateurs de pétrole, le précédent cycle révolutionnaire a pu être brisé et déconsidéré . Le traumatisme de la défaite de 1967 et le désenchantement identitaire qu'elle a entraîné ont facilité l'irruption télécommandée des diverses formes de nationalismes musulmans, préoccupés surtout de la lutte contre la subversion communiste, des formes d'habillement et d'aspect physique extérieur de l'homme et de la femme, de la démonstration de la pratique ostensible des formes extérieures de piété religieuse et du contrôle des mœurs et de la vie culturelle et intellectuelle de la société. J'espère que cette fois, l'impulsion*

*révolutionnaire et libertaire des sociétés arabes fera barrage aux prétentions de ces mouvances à installer des pouvoirs « islamiques ».*

R/ A rebours du concept de « choc de civilisation », vous avez rappelé à juste titre le lien qui existe entre la doctrine sociale de l'Eglise catholique et l'éthique économique musulmane. Est ce une piste pour sortir de la logique capitaliste de la globalisation ?

*G.C/ Oui, cela pourrait être une source d'inspiration importante, légitime et respectable pour les mouvements altermondialistes, qui jusqu'à présent bricolent encore avec des restes de recettes socialistes, de théories développementalistes, des luttes pour un monde vert respectueux de l'environnement, voire ce qui reste de luttes de libération des peuples ou parties de peuples opprimés. Pour certains, toutefois, recourir à une éthique économique de source religieuse ne leur viendrait même pas à l'esprit. Personnellement, je ne crois pas que la laïcité doit automatiquement exclure de son champ de vision des prescriptions éthiques et rationnelles qui sont prônées par des autorités religieuses, surtout si elles vont dans le sens de ce que prêchent les altermondialistes, à savoir un autre mode de vie, d'être, de consommer auquel il est urgent de parvenir.*